



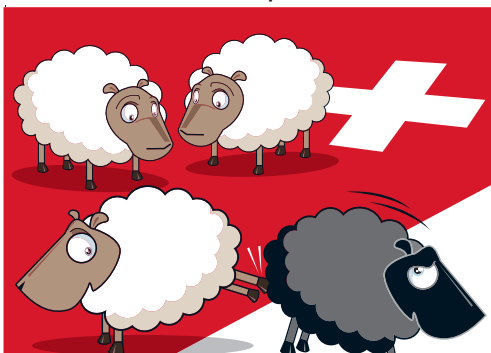
Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Initiative pour le renvoi

5

Les étrangers intégrés soutiennent l'initiative pour le renvoi.



Révision de l'AC

7

L'augmentation des cotisations AC doit être freinée.



Initiative TVA

15

Moins d'impôts, plus de justice - tous en profitent.



Pour tous vos imprimés



Zofinger Tagblatt AG
Medien- und Printunternehmen
Zofinger Tagblatt AG, 4800 Zofingen
Tel. 062 745 93 93, www.ztonline.ch

L'UDC propose une consultation populaire

A la fin juillet, chaque foyer suisse a reçu un journal contenant un sondage sur la politique d'asile et des étrangers. L'UDC prend le peuple suisse au sérieux. Les citoyennes et citoyens suisses ont la possibilité de participer à ce sondage jusqu'au 31 octobre et de s'exprimer ainsi librement sur leurs préoccupations en terme de politique des étrangers.



Toni Brunner et Yvan Perrin durant la conférence de presse de l'UDC Suisse du 27 juillet au centre de presse à Berne.

Une fois de plus, l'UDC a bien senti le pouls de la population et a lancé une consultation populaire sur les thèmes brûlants de la politique d'asile et des étrangers. La réaction de la population parle d'elle-même! Une semaine après le lancement de la consultation populaire, plus de 10'000 formulaires ont été renvoyés, soit par poste, soit par

Internet au secrétariat de l'UDC. La population veut être entendue. Dans les faits, voici le premier constat : Les citoyens suisses veulent un changement au sein de la politique à l'égard des étrangers, ils veulent voir des faits et non pas entendre de vains discours. Le sondage peut être renvoyé jusqu'au 31 octobre.

Suite à la page 8



La parole au peuple

Je suis heureux de m'adresser pour la première fois à nos amis politiques romands à l'occasion de la sortie de la version française du «SVP-Klartext». C'est l'une des forces de notre parti que de compter des soutiens dans toutes les régions de notre pays et de représenter une politique claire pour le bien-être de notre population.

La Suisse compte l'un des pourcentages d'étrangers les plus élevés au monde puisque, désormais, pratiquement un habitant sur quatre qui vit dans notre pays est étranger. Mais cette importante immigration pose également des problèmes. En effet, nos institutions sociales, autrefois solides, glissent de plus en plus dans les chiffres rouges. Un bénéficiaire de l'aide sociale sur deux est étranger. La criminalité augmente. De plus en plus de gens n'osent plus sortir seuls dans les rues le soir. Et ces craintes sont tout à fait compréhensibles.

La classe politique, le Conseil fédéral et les autres partis veulent nous faire croire que la Suisse n'a justement pas de problème avec ses étrangers. De nombreux Suissesses et Suisses se sentent pourtant toujours moins chez eux dans leur propre pays. Le peuple doit pouvoir dire ce qu'il pense de la politique de l'asile et des étrangers. C'est pour cette raison que l'UDC a lancé une vaste consultation populaire à la fin juillet. Et nous constatons que cette dernière suscite un vif intérêt puisqu'après une semaine, nous avons

déjà reçu des milliers de feuilles de signatures aussi bien par courrier postal que par courrier électronique. L'UDC se réjouit de ce véritable engouement!

La classe politique et les «élites» font de nouveau l'apologie de l'adhésion à l'UE, à un degré ou à un autre, alors qu'une enquête Isopublic montre que 63% de la population suisse est contre une telle adhésion. Et pour une bonne raison: les conséquences en seraient des salaires plus bas, davantage de chômeurs, des loyers plus élevés, encore plus d'impôts et de dépenses, ainsi que des milliards de francs à verser à Bruxelles. Mais ici aussi on ignore l'avis du peuple. L'UDC estime que la liberté et l'indépendance sont primordiales. C'est pourquoi nous disons qu'il faut en débattre!

L'UDC honore comme il se doit les traditions de notre pays et a à nouveau participé cette année à la célébration du 1er août avec de nombreux orateurs. Un grand merci à toutes celles et ceux qui, lors de notre fête nationale, se sont adressés au peuple au nom de l'UDC et qui ont rappelé nos racines aux Suissesses et aux Suisses, telles que la liberté, l'autodétermination et la responsabilité individuelle.

Toni Brunner
Président de l'UDC Suisse



Thomas Hurter a participé au brunch de Truttikon (ZH) pendant que Hans Killer s'exprimait à Fislisbach (AG)

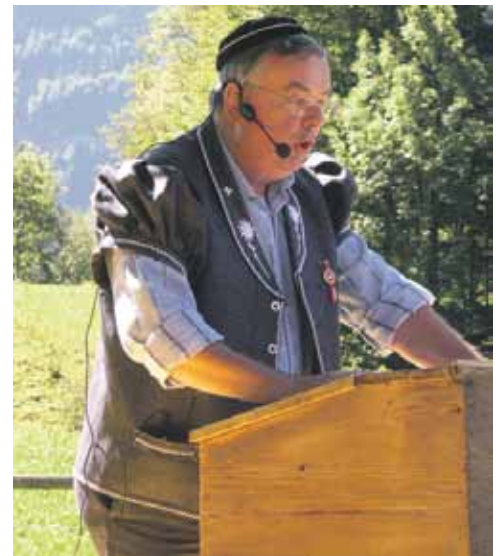


Les élus UDC prennent soin de la Suisse

A l'occasion de la Fête nationale, plusieurs dizaines d'élus UDC ont pris la parole en Suisse et à l'étranger. Ils ont défendu une Suisse libre, indépendante et neutre et ont appelé les Suisses à prendre soin de leur pays.



Andrea Geissbühler, conseillère nationale bernoise était vêtue de l'habit traditionnel pour tenir son discours à Ballenberg (BE).



Toni Brunner a tenu son discours en italien à Campoblenio (TI), Natalie Rickli était en ville de Zürich et Jean-François Rime - en armailli - s'est exprimé à Ballenberg (BE). Christian Miesch était à Lauwil (BL), André Reymond à Gex (France), Jürg Stahl à Marthalen (ZH) et Sylvia Flückiger était chez elle à Schöftland (AG).



Eviter

une hausse trop forte des cotisations salariales



En cas de rejet de la nouvelle assurance chômage, les cotisations salariales augmenteront de 0,5 point. Conséquence: les travailleurs verront leur salaire mensuel diminuer dès le 1er janvier 2011! Selon le revenu, la baisse atteindra plusieurs centaines de francs, voire jusqu'à mille francs. Et cela alors que les primes d'assurance maladie, les impôts et les taxes augmentent...

Oui à l'assurance chômage

**Car avec la nouvelle assurance chômage
il vous restera davantage pour vivre
à la fin du mois!**

Le 26 septembre: **Assurance
chômage sûre**

Oui

Des étrangers soutiennent l'initiative pour le renvoi

L'UDC a lancé l'initiative pour le renvoi des étrangers criminels, afin de pouvoir renvoyer systématiquement les étrangers qui contreviennent gravement à la loi. Ces derniers perdent donc leur droit de séjourner en Suisse s'ils commettent des délits graves. En disant OUI à l'initiative pour le renvoi des étrangers criminels le 28 novembre 2010, l'UDC protège les étrangers intégrés qui respectent les lois.



par Yvette Estermann, conseillère nationale, Kriens (LU)

Qui peut être encore favorable à un individu qui contrevient gravement aux lois de ce pays, qui abuse de la générosité de la Suisse comme pays hôte et peut malgré tout rester dans le pays aux frais des contribuables? Connaissiez-vous un seul pays au monde qui tolère les délits graves commis par des étrangers? Moi pas. Ces individus sont venus ici de leur propre chef et s'ils deviennent des criminels, ils doivent quitter notre pays!

Dire OUI à l'initiative pour le renvoi des étrangers criminels c'est améliorer le bien-être de tous

Pourquoi quelqu'un combattrait-il donc l'initiative lancée par l'UDC? En effet, nous voulons tous un monde qui soit plus sûr autour de nous. Si les immigrants savaient que commettre un délit peut entraîner leur renvoi du pays, cela aurait certainement un effet dissuasif. A no-

ter également que les étrangères et les étrangers bien intégrés sont eux aussi favorables à cette initiative. Pourquoi? Mettez-vous donc à leur place. Vous donnez le meilleur de vous-même et constatez en même temps que nombre de vos compatriotes font juste le contraire. Ils ne s'intègrent pas et ne veulent pas travailler. Ils s'isolent et nombre d'entre eux sombrent dans la délinquance.

Les étrangers intégrés souffrent des moutons noirs

Des étrangères et des étrangers luttent pour que la Suisse soit plus sévère avec les criminels et qu'elle les renvoie chez eux. Ce n'est pas normal que la grande partie des étrangers travaillent toute leur vie, qu'ils paient des impôts et qu'ils doivent supporter le spectacle de compatriotes qui ne respectent pas nos règles. Comment vous sentiriez-vous si vous viviez à l'étranger en tant que Suissesse ou Suisse et que vous lisiez presque tous les jours dans les médias des grands titres critiquant le comportement de vos compatriotes? Vos hôtes vous éviteraient et vous seriez tout de suite soupçonnés à cause de vos compatriotes qui se comportent de manière criminelle,

en moutons noirs. Je suis convaincue que vous songeriez vous-même aux moyens de changer une situation aussi inconfortable et arriveriez à la conclusion que le renvoi de vos compatriotes criminels est la seule bonne solution!

«Nouvelle Patrie Suisse» lutte pour une Suisse plus sûre

Le groupe «Nouvelle Patrie Suisse» proche de l'UDC a été créé par des personnes qui ont des racines étrangères. Ce groupe rassemble des étrangères et des étrangers qui s'engagent avec l'UDC pour que la Suisse soit plus sûre à l'avenir. Contrairement à ce qu'affirment volontiers nos adversaires, l'UDC n'est pas «xénophobe», elle est même le seul parti à s'engager de manière conséquente pour les étrangers, mais seulement pour ceux d'entre eux qui respectent nos lois et qui veulent renforcer à l'avenir le bien-être et la sécurité de la Suisse.

OUI à l'initiative pour le renvoi des étrangers criminels – OUI à une Suisse plus sûre

Si vous voulez donc également faire quelque chose pour les femmes et les hommes qui vivent en Suisse et qui y sont bien intégrés et si vous voulez renvoyer les étrangers auteurs de délits graves, alors soutenez l'initiative pour le renvoi des étrangers criminels de l'UDC, sur laquelle le peuple votera le 28 novembre prochain.

Votation du 28 novembre 2010:

Oui à l'initiative pour le renvoi

Non au contre-projet inefficace

Plus d'infos: www.udc.ch



FORESTER 2.5XS 4x4 SPECIAL EDITION

FORT:
LE NOUVEAU
MODÈLE SPÉCIAL
DE SUBARU.



Ses plus beaux équipements:

- intérieur cuir noir
- climatisation automatique avec filtre à pollen
- système audio haute de gamme avec radio-CD, lecteurs MP3/WMA, 7 haut-parleurs et chargeur 6 CD
- système sans clé avec touche Start/Stop
- toit ouvrant panoramique en verre à commande électrique
- projecteurs au xénon
- jantes 17 pouces en alliage léger

Le premier Forester avec moteur BOXER atmosphérique 2,5 litres.

A la fois voiture de sport, berline, monospace et tout-terrain. Actuellement disponible en version Special Edition avec moteur atmosphérique 2,5 litres, 2457 cm³, 172 ch, SOHC et boîte automatique avec mode manuel. Le nouveau Forester de Subaru est arrivé. Encore plus puissant. Encore mieux équipé. Un break 4x4 surélevé éminemment confortable offrant une vue imprenable sur le trafic. Sans doute la voiture la plus douée de notre temps. Aussi puissante que vous le souhaitez. Aussi sûre que vous le voulez. Avec un nombre de raffinements exceptionnel dans cette catégorie. Et de la place à revendre. Pour vous, pour vos proches, pour vos bagages. Disponible chez tous les concessionnaires participants. Jusqu'à épuisement des stocks.

Prix: Fr. 43'300.- avec peinture Satin White Pearl (peintures mét./Pearl: supplément de Fr. 700.-).

Switzerland's 4x4



SUBARU



Forester 2.0X AWD Advantage
5 portes, 150 ch
Fr. 33'300.- à Fr. 35'300.-



Forester 2.0X AWD Swiss
5 portes, 150 ch
Fr. 35'800.- à Fr. 37'800.-



**Forester 2.0XS AWD Comfort/
Limited**, 5 portes, 150 ch
Fr. 38'800.- à Fr. 45'300.-



Forester 2.0D AWD Boxer Diesel
5 portes, 147 ch
Fr. 38'600.- à Fr. 47'600.-



**Forester 2.5XS AWD
Special Edition**, 5 portes, 172 ch
Fr. 43'300.-

AC – Freiner la hausse des primes

L'assurance chômage (AC) est une assurance sociale très importante pour l'entrepreneur et pour l'employé. Sa capacité à continuer d'assumer son rôle est menacée par la situation financière très délicate dans laquelle elle se trouve. Dire OUI à l'assainissement de l'assurance chômage le 26 septembre, c'est éviter que les employés aient à porter seuls le poids de la dette.



par Jean-François Rime, conseiller national, Bulle (FR)

La crise économique vient de montrer à nouveau à quel point l'AC est importante pour les personnes touchées et pour l'économie. Ses indemnités de chômage partiel et ses indemnités journalières ont non seulement apporté une aide importante aux chômeurs, elles ont aussi contribué de façon essentielle au bon fonctionnement du marché du travail et à la stabilisation de la consommation. Nous avons vraiment besoin des prestations de cette assurance.

Protection des cotisants

La capacité de l'AC de jouer son rôle à l'avenir est menacée par la situation financière dans laquelle elle se trouve. Au cours des dernières années, elle a accumulé des dettes de plus de 7 milliards de francs. Il faut absolument éliminer les causes du déficit structurel actuel de quelque 1 milliard de francs par an ! La gauche et les syndicats souhaitent y parvenir en augmentant simplement les cotisations, et

ils acceptent ainsi de mettre à charge des cotisants 1,3 milliard de francs supplémentaires. L'UDC ne veut pas emprunter cette voie. Nous ne pouvons admettre des contributions supplémentaires qu'à la seule condition que leur caractère indispensable soit démontré après un examen critique des prestations de l'AC. En particulier, les prestations doivent être en rapport convenable avec les cotisations et ne sauraient constituer un stimulant malsain pour les assurés. Il s'agit de limiter les abus.

Le projet de révision propose des mesures équilibrées

Le projet de révision soumis à votation le 26 septembre correspond à notre vision des choses. La révision propose d'assainir l'AC avec une combinaison équilibrée de mesures touchant les prestations et les cotisations. Elle propose d'une part une augmentation des cotisations de 646 millions de francs – dont une partie provenant d'un pourcentage de solidarité des plus hauts revenus – et d'autre part une réduction des prestations de 622 millions de francs. Les indemnités journalières ne sont plus payées que pour une période ne dépassant pas la durée de cotisation précédente. Pour les personnes n'ayant pas contribué, la durée des

prestations est réduite de 12 à 4 mois. A l'avenir, seul un emploi rémunéré ordinaire donnera droit à des indemnités de chômage et la participation à des programmes d'occupation ne sera plus comptée comme période de contribution. La prévoyance personnelle est renforcée en ce sens que les personnes sans obligations d'entretien sont soumises à des périodes d'attente plus longue dépendant de leur revenu.

Réintégration plus rapide des jeunes chômeurs dans le monde du travail

La révision prend aussi en compte le fait que les jeunes chômeurs retrouvent plus vite une place et sont plus mobiles que les autres tranches d'âge: les chômeurs de moins de 25 ans sans obligations d'entretien ne reçoivent plus que 200 indemnités journalières au maximum. Et les jeunes chômeurs ont l'obligation d'accepter toutes les propositions d'emploi convenables.

Un OUI à la révision renforce l'AC !

Le montant des indemnités journalières reste inchangé, de même que les principales mesures du marché du travail. Elles sont même renforcées pour les chômeurs de plus de 50 ans. Après la révision de la loi, l'AC continuera à fournir de bonnes prestations et à disposer de bons instruments pour

réintégrer les chômeurs dans la vie active. Les critiques de la gauche et des syndicats qui brandissent le spectre du démantèlement des assurances sociales sont loin de la réalité.

Votation du 26 septembre 2010:

Oui à la révision de l'AC

Plus d'infos: www.udc.ch



8 Consultation populaire

«Ce sondage n'est que la processus essentiel»

Yvan Perrin prend position au sujet de la libre circulation des personnes, de la naturalisation et du renvoi des étrangers criminels. Grâce à la consultation population de l'UDC, le peuple a désormais la possibilité d'exprimer son avis et ses sentiments au sujet de la politique à l'égard des étrangers.

Yvan Perrin, pour le 1er août, tous les ménages suisses ont reçu le sondage « Quelle politique à l'égard des étrangers souhaitez-vous ? » Pourquoi est-ce que l'UDC a publié ce journal ?



Interview avec Yvan Perrin, conseiller national, vice-président de l'UDC Suisse, membre de la commission de sécurité et policier

Les problèmes liés à notre politique migratoire ne cessent de croître. Chômage, recours à l'aide sociale, criminalité, revendications communautaristes incompatibles avec notre ordre juridique, toutes ces questions préoccupent à raison la population suisse. Face à un monde politique qui continue de mettre la tête dans le sable, l'UDC, premier parti du pays, entend offrir à chacune et à chacun l'occasion de s'exprimer sur ce sujet crucial pour notre avenir en vue d'apporter ensuite

les réponses souhaitées.

Seule l'UDC est à même de mener cette action car la population est forcée de constater que tous les autres partis rechignent à évoquer cette situation.

L'immigration a particulièrement augmenté depuis l'introduction de la libre circulation des personnes, pensez-vous que la Suisse doit résilier l'accord de libre circulation des personnes ?

Avec la signature de cet accord, notre pays a perdu le contrôle de son immigration. Il convient donc de réfléchir à

la façon de retrouver notre souveraineté dans ce domaine, au besoin par une résiliation. Il faut néanmoins rester juste et relever que notre pays disposait d'une clause de sauvegarde qui nous permettait de rétablir des quotas durant

un certain temps en cas d'immigration massive. Seule l'UDC a réclamé l'activation de cette clause, la

classe politique, Conseil fédéral en tête s'y refusant au prétexte que l'UE aurait pu mal le prendre! En clair, nos auto-

rités préfèrent plaire à Bruxelles plutôt qu'assurer les emplois dans notre pays. C'est un terrible constat car nous observons que le Conseil fédéral

ne craint pas une sanction populaire.

En 2009, 45'000 étrangers ont été naturalisés. Certains d'entre eux sont des criminels. Comment peut-on lutter contre la naturalisation des criminels ?

En refusant systématiquement la nationalité suisse aux requérants ayant commis crime ou délit ainsi qu'en introduisant la naturalisation à l'essai avec retrait du passeport en cas de comportement inadapté. Il est inacceptable d'imaginer que des criminels puissent réclamer le droit de devenir suisse.

La Suisse souffre d'une forte immigration dans son système social. Ce dernier est désormais fortement endetté. Que doit-on entreprendre pour pérenniser nos assurances sociales ?

Il convient de renforcer la lutte contre les abus et de sanctionner rigoureusement celles et ceux qui trament le système. Dès lors que les abuseurs sont d'origine étrangère, ils doivent être renvoyés, c'est d'ailleurs ce que propose l'initiative de l'UDC pour le renvoi des étrangers criminels.

Notre système social est parmi les plus réputés au monde, dès lors il n'y a rien d'étonnant à constater une forte immigration.

Pourtant, la gauche et le Conseil fédéral nient cet état de fait.

62% des viols et 59% des homicides

“ Les problèmes liés à notre politique migratoire ne cessent de croître. ”

première étape d'un

sont le fait de criminels étrangers. L'UDC veut les expulser grâce à son initiative. Concrètement quels seront les étrangers expulsés et quels sont ceux qui peuvent rester ?

Les étrangers qui se conforment à nos lois, participent et profitent de la prospérité commune sont les bienvenus et il est juste de dire

qu'ils participent à la prospérité de la Suisse. Mais les bons élèves ne doivent pas excuser l'attitude inexcusable des mauvais élèves, même si ces derniers sont minoritaires. Les mauvais élèves, c'est-à-dire ceux qui prennent

vendications inconciliables avec nos valeurs et notre ordre juridique. Celles et ceux qui ne peuvent pratiquer leur foi dans le respect de nos institutions n'ont simplement pas leur place chez nous.

“ Dès lors que les abuseurs sont d'origine étrangère, ils doivent être renvoyés. ”

Aujourd'hui, les autorités sont laxistes à l'égard des clandestins et ne les expulsent pas. Toutefois,

les Suisses ne sont-ils pas en droit d'attendre plus des autorités ?

La population est en droit d'attendre que les autorités appliquent les lois dont elle

s'est démocratiquement dotée. Dans le domaine migratoire malheureusement, on préfère la facilité à l'effort,

en Suisse. Ce nombre augmente car le laxisme du Conseil fédéral agit comme un appel d'air à travers le monde entier et permet à des milliers de clandestins d'imaginer obtenir une situation régulière dans un pays qui offre de bonnes prestations sociales. Le développement actuel au Parlement de la politique à l'égard des clandestins est plutôt inquiétant.

En conclusion, ce sondage permet-il vraiment aux Suisses d'influencer la politique à l'égard des étrangers ?

Ce sondage n'est que la première étape d'un processus essentiel, à savoir la définition de notre politique migratoire. Il conviendra ensuite de transformer l'essai en assurant la progression du seul parti qui ne craint pas d'affronter les problèmes et de proposer, puis de mettre en oeuvre, les solutions nécessaires. L'initiative pour l'expulsion des criminels étrangers, à laquelle tous les autres partis sont hostiles, constitue un excellent exemple.

Le rétablissement de la sécurité dans nos rues passe par une acceptation massive de notre texte. Il s'agit là d'une cause essentielle pour laquelle je m'engagerai avec énergie et détermination.

Je vous invite d'ores et déjà à en faire de même car ce

notre pays pour un terrain de jeu dépourvu de règles seront invités à s'en aller.

L'islamisation de la Suisse est devenue préoccupante depuis quelques dizaines d'années et beaucoup de citoyens se demandent comment est-ce possible de concilier la liberté religieuse avec le respect des lois suisses ?

La question ne se pose pas en ces termes. La liberté religieuse ne saurait être invoquée pour formuler des re-

le laxisme à la rigueur et c'est au final à nous d'en payer le prix. La problématique des clandestins ne doit pas être considérée à la légère. En effet, on estime à 150 000 le nombre de personnes en situation irrégulière

combat est essentiel pour notre pays. Vous et moi voulons prendre soin de notre pays et nous avons là une chance unique de clairement remettre notre politique à l'égard des criminels étrangers dans le droit chemin.





20 ANS, L'ÂGE DIFFICILE POUR VOTRE CHAUFFAGE AU SOL.

À 20 ans, votre chauffage au sol entame une phase critique de son existence: pannes, fuites et dégâts des eaux peuvent alors survenir. Si vous n'agissez pas à temps, vous risquez un chantier de plusieurs mois chez vous et perdez beaucoup d'argent. Pas avec nous: nous analysons la situation à l'aide de méthodes scientifiques. Si nécessaire, nous assainissons. De l'intérieur. Sans chantier. Dans le calme, avec précaution, rapidité et sans coût excessif. Grâce à notre système unique, mondialement breveté et éprouvé. Le reste n'est qu'un jeu d'enfant.



ASSAINIR AU LIEU DE REMPLACER.

INFOLINE GRATUITE: 0800 42 00 42
WWW.HAT-SYSTEM.CH

Non au financement des avortements!

Les primes des caisses maladie ne cessent d'augmenter. L'assurance maladie couvre toujours plus de prestations qui n'ont rien à voir avec l'assurance de base obligatoire. Le but de l'initiative «Financer l'avortement est une affaire privée» est d'épurer le catalogue des prestations de l'assurance maladie.



par Peter Föhn, conseiller national, Muotathal (SZ)

Comment se fait-il que l'interruption de grossesse soit financée par l'assurance maladie et donc par nous autres qui payons les primes? L'avortement n'est pas une maladie! Si nous voulons stopper la hausse constante des primes, il faut impérativement rayer les prestations inutiles de l'assurance maladie. Ceci nécessite une initiative populaire. La prise en charge des coûts en cas de viol ainsi que dans les cas où la vie de la mère est sérieusement mise en danger doit en revanche continuer à être couverte par l'assurance de base.

Lorsque le Conseil fédéral ne fait rien ...

Je ne comprends pas que le Conseil fédéral ne raye pas toutes les prestations inutiles du catalogue des prestations de base de l'assurance maladie obligatoire, ce malgré la hausse constante des coûts de la santé et la crise économique. Parmi ces prestations figure le financement de l'avortement.

Je me suis déjà engagé au Conseil

national, notamment avec une motion présentée le 10 juin 2009, afin que l'interruption de grossesse soit rayée du catalogue des prestations de l'assurance maladie obligatoire. Cette motion a été signée en quelques minutes par les 32 collègues du parti. Elle a également suscité un large écho dans le grand public et j'ai reçu de nombreux appels et lettres, tandis que j'ai eu le plaisir de lire de nombreuses lettres de lecteurs publiées dans la presse à propos de ma motion. Le 26

les mêmes idées, l'initiative populaire «Financer l'avortement est une affaire privée». L'initiative populaire vise quatre objectifs principaux:

Décharger l'assurance maladie obligatoire des prestations douteuses:

Les avortements ne sont pas une maladie et les coûts qui y sont liés doivent donc être rayés de la liste des prestations de l'assurance obligatoire.

Renforcer la responsabilité individuelle des assurées:

Celle qui considère pour elle-même la possibilité d'un avortement peut conclure une assurance complémentaire ou en payer directement les coûts.

Renforcer la liberté des individus:

Personne ne doit être obligé de cofinancer les avortements des autres via les primes maladie qu'il paie.

Renforcer les droits des parents: Les jeunes de moins de 16 ans ne peuvent plus avorter sans que leurs parents ne le sachent.

Un objectif primordial de l'initiative est d'informer les citoyens de notre pays qu'ils participent au financement des avortements avec leurs primes maladie. Beaucoup en sont étonnés et n'approuvent pas cette manière de faire. Le peuple doit donc avoir la possibilité de décider s'il veut financer les avortements avec ses primes maladie.

Les quatre objectifs de l'initiative

1. Décharger l'assurance maladie obligatoire des prestations douteuses
2. Renforcer la responsabilité individuelle des assurés
3. Renforcer la liberté des individus
4. Renforcer les droits des parents

Infos et feuilles de signatures

www.affaireprivee.ch - 061 415 20 57



août 2009, j'ai toutefois dû enregistrer une réponse négative du Conseil fédéral, réponse qui ne m'a pas du tout satisfait en raison de sa superficialité et qui n'a pas non plus tenu compte de l'intérêt public pour cette thématique.

... c'est le peuple qui doit agir!

En tant qu'UDC, j'ai l'habitude de faire ce qu'il faut faire lorsque d'autres ne bougent pas. Et si le Conseil fédéral ne fait rien, alors c'est le peuple qui doit prendre les choses en main. C'est la raison pour laquelle j'ai lancé, en compagnie de personnes qui partagent

SUISSESSES ET SUISSSES, PRENONS SOIN DE NOTRE PAYS!



Quelques réflexions du
président de l'UDC Suisse,
à l'occasion
du 1^{er} août 2010



Chères Concitoyennes, Chers Concitoyens

L'an passé déjà, j'ai eu le privilège de vous rappeler le jour du 1^{er} août, l'anniversaire de notre pays, les origines de la Suisse. La Confédération a été bâtie sur le souci de préserver la famille et les biens, sur la volonté de conserver la liberté, l'indépendance et la responsabilité individuelle. Ce sont ces valeurs qui ont rendu fort notre pays et qui l'ont marqué durant des siècles. Elles nous garantissent prospérité et sécurité même en des temps difficiles. Nos valeurs fondamentales communes figurent dans le Pacte fédéral de 1291: «considérant la malice des temps», les fondateurs de la Confédération se sont promis aide et assistance en cas d'attaques et ont décidé de refuser les juges étrangers.

Pays pauvre à l'origine, la Suisse a réussi à se hisser parmi les nations les plus prospères du monde. La manière dont elle maîtrise la crise économique et financière actuelle confirme une fois de plus la supériorité du modèle suisse.

Mais ces acquis sont aujourd'hui menacés. L'attitude du Conseil fédéral et du Parlement remet en question les valeurs fondamentales, donc les forces de notre pays.

Non à l'adhésion à l'UE

Des personnalités et partis politiques importants de Suisse parlent en faveur d'une adhésion à l'Union européenne (UE). Mais qui devra un jour rembourser la dette monstrueuse des pays membres de l'UE? Nos enfants et petits-enfants. Et la Suisse devrait passer plus d'une fois à la caisse si elle entrait dans l'UE. Cette perspective n'empêche nullement la classe politique et lesdites élites de notre pays de recourir à tous les moyens pour pousser la Suisse dans l'UE. Une demande d'adhésion est toujours déposée à Bruxelles. Or, adhérer à l'UE, c'est supprimer la démocratie directe, baisser les salaires, augmenter le chômage, élever les loyers, alourdir les impôts et redevances et devoir verser chaque année des milliards à Bruxelles. Dans l'intérêt de la liberté et de l'indépendance de notre pays, la question de l'adhésion à l'UE doit être tranchée une nouvelle fois, si possible par le biais d'une décision populaire.

Sauvegarder la liberté et l'indépendance

La liberté et l'indépendance doivent être défendues. Ancrée dans la population, l'armée de milice est un instrument de la défense nationale. Il n'est pas question qu'elle devienne un enjeu politique. Si nous renonçons au système de milice, nous n'avons qu'une alternative: nous passer de toute défense nationale ou mettre sur pied une onéreuse armée professionnelle. Celle-ci se chercherait des

missions qu'elle trouverait surtout à l'étranger, si bien qu'elle impliquerait la Suisse dans des conflits internationaux. Notre liberté et notre indépendance sont aussi menacées par une politique extérieure aux accents idéologiques. Que l'on songe à la crise avec la Libye, à l'engagement militaire évité en dernière minute contre les pirates somaliens ou à la manière dont nos conseillers fédéraux s'excusent à l'étranger pour des décisions prises par leur propre peuple. Nous devons prendre soin de notre indépendance et de notre liberté.

Surpopulation étrangère

Depuis toujours de nombreux étrangers ont cherché en Suisse une nouvelle patrie – comme réfugiés ou comme personnes en quête de travail. Sans eux, nos entreprises n'auraient pas atteint leur niveau actuel. Mais aujourd'hui la Suisse a de sérieux problèmes avec l'immigration. L'inaction du Conseil fédéral et des partis du centre-gauche provoque un accroissement incontrôlé de la population avec des conséquences graves pour notre pays. Des qualités et traditions importantes sont remises en question. De nombreuses Suissesses et de nombreux Suisses ne se sentent plus en sécurité dans leur propre pays. Près de la moitié des crimes commis en Suisse doivent être mis sur le compte d'étrangers. Cette situation résulte d'une immigration en masse incontrôlée et d'une justice complaisante à l'égard des criminels. En disant OUI le 28 novembre 2010 à l'initiative pour le renvoi des étrangers criminels, les Suissesses et les Suisses contribueront au rétablissement de la sécurité et d'une justice rigoureuse.

La famille méprisée

L'importance de la famille et la responsabilité éducative des parents sont de plus en plus souvent contestées. L'Etat se mêle de l'éducation des enfants. Il veut que les enfants soient scolarisés dès l'âge de 4 ans et, si on écoutait les bureaucrates de l'instruction publique, les petits seraient intégrés encore plus jeunes dans le système éducatif étatique. Au lieu de permettre aux enseignantes et aux enseignants de s'occuper pleinement de leur tâche première, la formation des enfants, on les surcharge d'exigences bureaucratiques et de réformes. Le Parlement a même osé réserver les déductions fiscales pour la garde des enfants aux seules familles confiant leurs enfants à des tiers. L'initiative UDC pour les familles exige que cet avantage profite aussi aux parents qui gardent eux-mêmes leurs enfants. Battons-nous ensemble pour le libre choix et l'indépendance des familles.

Garantir le financement des institutions sociales

Les politiques et les syndicats surchargent les œuvres sociales, mais l'ardoise devra en fin de

compte être effacée par le peuple. L'assurance-chômage a une dette de plus de 7 milliards de francs. Il faudra augmenter les prélèvements sur les salaires – de 0,2% «seulement» si les Suissesses et les Suisses approuvent le 26 septembre 2010 la révision de l'assurance-chômage. Sinon la population laborieuse de ce pays verrait son revenu ponctionné de 0,5%. En votant oui à cette réforme, nous renforçons la cohésion sociale et la sécurité financière de cette importante institution.

C'est maintenant qu'il faut agir!

Il est juste de réfléchir à l'avenir de la Suisse. Face à tous ces défis nous ne devons cependant pas oublier que les racines de notre pays sont toujours saines. Souvenons-nous des valeurs fondamentales et des forces de la Suisse. Le peuple est souverain chez nous et si c'est lui qui indique la voie à suivre. Nous autres, citoyennes et citoyens, avons les moyens de provoquer des changements en votant, en élisant ou en lançant des initiatives populaires. C'est dire que nous devons aussi prendre soin de notre démocratie directe.

L'UDC a ouvert du 1^{er} août au 31 octobre une consultation populaire sur la politique d'asile et des étrangers (www.consultation-populaire.ch). Nous nous intéressons aux idées et aux soucis de toutes les citoyennes et de tous les citoyens de notre pays. Nous serions heureux que vous soyez nombreux à répondre. Je vous remercie d'avance de prendre soin de notre pays.

Cette année également je vous souhaite une belle et sereine fête du 1^{er} août.

Bien à vous

Toni Brunner
Président de l'UDC Suisse

www.udc.ch



Pour une Suisse forte

**Vous trouverez le Pacte fédéral à l'adresse internet www.admin.ch/org/polit
Un versant un don sur le CCP 30-8828-5 vous soutenez la parution de cette annonce.
Un grand merci!**

Moins d'impôts, plus de justice – tous en profitent

Depuis des années l'UDC se bat pour une réduction des impôts afin d'atténuer les charges qui pèsent sur les entreprises et l'artisanat. Une réduction de la charge fiscale profite à tous : aux entreprises qui ont plus de moyens pour investir, aux particuliers qui ont plus d'argent à disposition pour vivre. L'initiative de Gastrosuisse poursuit le même but, en demandant à ce que le taux de TVA appliqué aux restaurants soit le même que pour les denrées alimentaires.



par Adrian Amstutz, conseiller national,
vice-président UDC Suisse, Sigriswil (BE)

Chaque année, les impôts et taxes poursuivent leur hausse. Les contribuables sont toujours priés de passer à la caisse et les dépenses de l'Etat augmentent. Il y a huit ans, l'UDC a mandaté une étude sur la part des prélèvements forcés, c'est-à-dire tous les impôts que nous sommes obligés de verser à l'Etat – de la taxe poubelle aux impôts, en passant par l'assurance maladie.

Le résultat de cette étude, rédigée par l'Université de St.-Gall en été 2002, était effrayant : la part des prélèvements forcés était à l'époque déjà de plus de 60% du PIB. Ceci signifie que pour chaque franc que nous gagnons, 60 centimes retournent à l'Etat sous une forme ou sous une autre. Ou autrement dit : jusqu'au mois d'août, nous ne travaillons que pour l'Etat. Ce qui freine l'économie et réduit le pouvoir d'achat des citoyennes et citoyens.

La TVA pèse sur la classe moyenne

La TVA est un impôt particulièrement injuste, puisqu'il touche la consommation. Il pèse donc tout particulièrement sur les familles et sur les actifs aux salaires faibles à modérés. Le taux ordinaire de TVA est de 7,6% en Suisse. Des taux spéciaux s'appliquent à l'hôtellerie (3,6%) et aux denrées alimentaires de base (2,4%).

L'initiative populaire lancée en avril par Gastrosuisse vise à réduire le taux de TVA appliqué aux services gastronomiques au même niveau que celui des denrées alimentaires de base. Dans le commerce de détail, les mets et les boissons sans alcool sont soumis à une TVA de 2,4%, alors que dans l'hôtellerie et la restauration, ces produits sont soumis à un impôt de plus du triple, à 7,6%.

Discrimination de l'hôtellerie et de la restauration

La consommation de repas et boissons au restaurant, au café ou dans un bar est chose courante aujourd'hui ; pour bien des personnes, elle est même inévitable à midi. Il est donc incom-

préhensible que le taux de TVA pour la restauration et l'hôtellerie soit tellement plus élevé que celui appliqué aux take-away, aux kiosques ou aux magasins d'alimentation.

Les absurdités de la bureaucratie fiscale

Comment s'y retrouver avec ces taux différents? Lorsqu'un restaurateur livre un repas pour une fête, apporte un jambon cuit et le pose sur la table, il doit 2,4% de TVA à l'Etat. Du point de vue juridique, il a acheté des denrées alimentaires et les a livrées. Mais s'il reste 30 minutes sur place et sert les tranches de jambon sur les assiettes, il doit alors 7,6% au fisc, puisqu'en plus de livrer des denrées alimentaires, il a fourni un service similaire à celui des restaurants.

Moins d'impôts – plus de bien-être pour tous

Etant donné le gaspillage croissant des ressources étatiques, il est de mon devoir de me battre pour des impôts plus bas. La suppression de la discrimination dans l'hôtellerie et la restauration en matière de TVA fait partie de cet engagement. Engagez-vous vous aussi pour une réduction des impôts en signant l'initiative de Gastrosuisse ! Nous en profiterons toutes et tous.

www.stop-discrimination-tva.ch

De nombreux représentants de l'UDC soutiennent l'initiative populaire de Gastrosuisse. L'UDC est représentée au Comité d'initiative par les conseillers nationaux Adrian Amstutz (BE), Roland Borer (SO) et Alfred Heer (ZH).

14 Concours & Shop UDC



Où est-ce?

Jouez avec l'UDC! Cochez la bonne réponse et gagnez une corbeille paysanne ainsi que d'autres prix UDC

- ☐ Urnäsch
☐ Appenzell
☐ Schwägalp

Cochez la bonne réponse et renvoyez-nous à l'adresse ci-dessous votre réponse jusqu'au 25 août 2010 à l'aide du présent talon. De nombreux prix à gagner!

Nom: Prénom:
Adresse: NPA: Lieu:
Mail: Téléphone:

Prière de nous renvoyer le talon jusqu'au 25 août 2010:

Secrétariat général UDC, Case postale 8252, 3001 Berne, par fax au 031 300 58 59 ou par e-mail à gs@svp.ch



Commandez en ligne: www.udc.ch



..... ex. ballon de foot UDC	25.-	..... ex. Pin's croix suisse	7.-
..... ex. porte-documents UDC	49.-	..... ex. Pin's logo UDC	7.-
..... ex. cravatte croix CH min.	50.-	..... ex. Pin's «UDC Gold»	7.-
..... ex. cravatte croix CH max.	50.-	..... ex. Post-it, bloc de 50	2.-
..... ex. cravatte UDC	50.-	..... ex. couteau suisse	20.-
..... ex. bonbons UDC	5.-	..... ex. autocollants (27/page)	5.-
..... ex. briquet UDC	5.-	..... ex. stylo UDC	2.50
..... ex. sac à dos UDC	10.-	..... ex. jeu de carte jass	3.-
		... franc. ... allemand.	

Nom: Prénom:
Adresse: NPA: Lieu:
Mail: Téléphone:

Prière de nous renvoyer le talon:

Secrétariat général UDC, Case postale 8252, 3001 Berne, par fax au 031 300 58 59 ou par e-mail à gs@svp.ch



Impressum

Tirage: 10 000 exemplaires

Edition: Stiftung SVP-Parteizeitung

Périodicité: mensuelle

Collaborateurs: Michèle Berger, Kevin Grangier

Adresse: Franc-parler, Case postale 8252, 3001 Berne
franc-parler@udc.ch

Imprimerie: Zofinger Tagblatt AG, Henzmannstrasse 20
4800 Zofingen, www.ztonline.ch

Crédit photo: Page 15: © Peter Schaub

Abonnement: Fr. 35.- pour les non-membres.
Gratuit pour les membres.

Annonces: Kevin Grangier
franc-parler@udc.ch

La coupe du monde de l'UDC à Winterthour

Le samedi 17 juillet, à Winterthour-Töss, pas moins de 30 équipes réparties en deux catégories ont pris part à la 4e édition du tournoi de foot de l'UDC. Le match opposant l'équipe des stars de l'UDC au FC Stadtverwaltung, tenant du titre de la catégorie mixte, a été le moment fort de la journée.



Malgré Martin et Kevin, la GS-SVP-Team a perdu 1-0 contre les JSVP Zürich Oberland/Stadt



L'équipe des stars avec les conseillers nationaux Stahl, Stamm, Heer, le conseiller aux Etats Germann et Toni Brunner pose avec le FC Stadtverwaltung



L'équipe des JUDC Zurich a pris le dessus sur Toni et Ariane



Toni n'a malheureusement pas trouvé le chemin des filets durant le tournoi

► Les vainqueurs de la catégorie homme, l'équipe Pneuschränzer



► Après l'effort, le réconfort. Toni savoure une journée bien remplie avec le Team Toggenburg



Jede Woche Klartext: Die Weltwoche.



Exklusiv
für Partei-
Mitglieder

Profitieren Sie jetzt von diesem einmaligen Testangebot:

☐ Ja, ich möchte die Weltwoche 6 Monate lang für nur Fr. 65.– statt Fr. 123.– lesen.

RM 001 Mo0001272

Vorname

Name

Strasse, Nr.

PLZ, Ort

Telefon

E-Mail

Coupon ausfüllen und einsenden an: Die Weltwoche, Abo-Service, Postfach, 8021 Zürich. Gerne nehmen wir Ihre Abonnementsbestellung auch über Telefon 043 444 57 01, Fax 043 444 50 91 oder www.weltwoche.ch/parteiabo entgegen. Angebot gültig bis 31.8.2010 für Neuabonnenten in der Schweiz. Preis inkl. MwSt. Änderungen und Anpassungen bleiben vorbehalten.

DIE WELTWOCH